Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°141
9 mai 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face au capitalisme en crise, les travailleurs doivent défendre leurs intérêts communs

Partout le monde s'enfonce dans la crise économique et politique et de nombreux pays vont vers la catastrophe. La guerre en Ukraine aggrave la déroute d'un capitalisme à bout de souffle, et les ruptures d'approvisionnement depuis la Russie et l'Ukraine se multiplient.

Les capitalistes, pariant sur une longue baisse de l'activité, se lancent dans la spéculation plutôt que d'investir dans la production. Spéculant sur l'énergie, les matières premières, les produits alimentaires, ils aggravent les pénuries et provoquent une inflation galopante !

Les pénuries alimentaires et la famine vont rapidement toucher 100 millions de personnes supplémentaires.

Et dans des pays riches comme ici, les factures de chauffage ont doublé, comme les pleins pour la voiture ; les loyers, assurance, nourriture et taux des emprunts ne cessent d'augmenter, les salaires ne suffisent plus ! Il faut au minimum 500€ de plus pour s'en sortir ! Et l'indexation réelle des salaires sur les prix !

De leur côté, les banques en profitent pour augmenter leurs taux d'intérêt, y compris au détriment de pays déjà extrêmement pauvres. Le Sri Lanka, Nigeria, Pakistan, Ghana, et bien d'autres, utilisent déjà plus de 50% de leurs revenus pour payer les intérêts de leur dette.

Il leur reste de quoi entretenir police et armée, pour assurer un régime répressif et maintenir l'exploitation de leur population, voire l'écraser si elle cherche à se révolter.

Les affameurs capitalistes n'ont aucune limite dans le mépris des peuples des pays pauvres.

Mais en Europe aussi, les États vont essayer de faire payer les dettes par la population, par des coupes dans les dépenses sociales, le démantèlement de services indispensables comme la lutte contre les incendies et inondations.



Et les conséquences de la crise capitaliste ne s'arrêtent pas là. Le marché mondial ne peut plus s'agrandir. Alors de la guerre commerciale pour accaparer le marché détenu par un concurrent plus faible, le capitalisme finit par passer à la guerre avec des chars, des canons… et des soldats. Ce sont les raisons fondamentales de la guerre ukrainienne.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, les États capitalistes occidentaux ont mis la main sur l'économie des pays autour de la Russie, et ils rêvaient de dominer l'Ukraine… et plus tard la Russie. Ce que n'ont pas accepté Poutine et la bureaucratie au pouvoir en Russie.

Les dirigeants russes ont voulu stopper l'avancée de l'OTAN et des pays occidentaux en Ukraine par les méthodes les plus barbares, en engageant une guerre fratricide et en imposant une dictature encore plus violente en Russie même pour museler les oppositions.

L'armée russe ayant montré sa faiblesse, et n'ayant pas réussi à renverser le gouvernement ukrainien, l'OTAN et les États occidentaux se préparent à affaiblir au maximum la Russie, en fournissant armes lourdes, blindés, drones, etc…, à l'armée ukrainienne.

Les capitalistes occidentaux affaiblissent la Russie avec la vie et le sang de la population ukrainienne ! Mais nous, s'ils ne nous demandent pas de donner notre vie – pas encore – ils voudront nous faire payer les milliards de fournitures militaires qu'ils ont livrées à l'Ukraine !

Déjà, ici, le syndicat patronal FEB, demande aux gouvernements de baisser l'impôt des sociétés, de supprimer l'indexation automatique des salaires, et – comme ils disent – de « moderniser » la concertation sociale, c'est-à-dire d'affaiblir les syndicats.

Pourtant, malgré la crise, malgré les baisses de production, les actionnaires des banques et grandes sociétés ont encore augmenté leurs profits ! Pour les remercier ils ont même augmenté de 31% la rémunération de PDG !

Alors plus que jamais, les travailleurs ont besoin de se préparer à se défendre. Il est nécessaire que les travailleurs s'organisent et se mettent d'accord sur leurs revendications essentielles : emplois, salaires, conditions de travail, prix des produits…

Il faut aussi que les travailleurs refusent de se laisser embobiner par les discours patronaux sur la compétitivité, sur la défense de la Belgique, de l'Europe, de la Flandre ou de la Wallonie… pour se rassembler pour les luttes qui ne manqueront pas de venir.

Pour cela il faut aussi un parti ouvrier qui soit prêt à aller jusqu'où les travailleurs sont prêts à aller, y compris jusqu'à un pouvoir ouvrier qui renversera le capitalisme.

Le patronat déclare la guerre aux travailleurs

L'organisation des patrons belges, la FEB, vient de présenter son programme nommé « Horizon 2030 Belgique ». Au menu : la suppression de l'indexation des salaires, la limitation des allocations de chômage à deux ans, la suppression du statut de fonctionnaire, … pour n'en citer que quelques points.

C'est avec ce programme de guerre sociale qui vise à faire payer la crise aux travailleurs, que le camp patronal se prépare aux négociations de l'Accord interprofessionnel avec les syndicats, qui fixe l'évolution des salaires pour les deux ans à venir. En fait, il n'y a rien à négocier ! Il faut que le monde du travail se prépare à répondre aux attaques. Et la première chose à faire, c'est de s'armer d'autant de détermination que le camp patronal : augmentation de tous les salaires d'au moins 500€, soumission de l'indexation des salaires au contrôle des travailleurs ; un emploi et un salaire digne pour tous en répartissant le travail entre tous, sans perte de salaire !

Pour le camp patronal, il en va de leurs profits. Pour le camp des travailleurs, il en va de notre vie !

Exploitation et dividendes sans frontière !

L'actionnaire d'Electrabel se frotte les mains : en 2021 les montants des factures d'électricité ont fortement grimpé, permettant à l'entreprise belge de réaliser un bénéfice de près de 2 milliards d'euros !

Alors qu'il serait urgent d'investir dans les infrastructures électriques en Belgique, presque 2/3 du copieux bénéfice d'Electrabel a été rapatrié sous forme de dividendes à son propriétaire, le groupe français Engie.

Engie en Belgique fait ce que font tous les capitalistes occidentaux dans les pays pauvres. En plus d'exploiter les travailleurs de leur pays d'origine, ils prennent le contrôle des entreprises à l'étranger, et les utilisent pour piller et rapatrier les richesses qui y sont produites, sans se préoccuper de développer les infrastructures dont ont besoin les populations sur place.

La Belgique est un terrain de chasse pour Engie, mais un bon nombre de rapaces du même genre opèrent depuis le plat pays. La famille Lippens, par exemple, extrait chaque année du Congo de coquettes sommes en provenance de la Compagnie sucrière Kwilu-Ngongo !

Pour mettre un terme aux pillages et à l'exploitation des capitalistes nationaux et étrangers, les travailleurs de tous les pays devront s'unir au-delà des frontières pour exproprier tous les bourgeois. Ils pourront alors commencer par s'occuper des bourgeois de leur propre pays, qui sont à portée de main, et ne valent pas mieux les autres !

Ils pompent et pompent et pompent

Total réalise un bénéfice net de 4,9 milliards au premier trimestre de 2022, en augmentation de plus de 46% par rapport à 2021.

Quand on voit l'argent défiler à toute vitesse sur le compteur à la pompe, ce n'est pas perdu pour tout le monde !



Trajets trop chers

Les travailleuses et travailleurs des titres services ont mené des actions ces dernières semaines, dont un rassemblement devant le siège de ManPower, dénonçant leurs conditions de travail et le non remboursement des frais de déplacement.

Avec la hausse des carburants, c'est parfois 20% de leur salaire qui part en pleins d'essence ! Certaines n'ayant plus les moyens de payer ont même été dans l'incapacité d'aller travailler.

Voilà la logique de cette société capitaliste : ceux qui travaillent sont aussi ceux qui payent ! Et comment ne pas s'indigner quand on sait que les compagnies de titre service ont récemment augmenté leurs prix en invoquant entre autres... la hausse des prix de l'énergie. C'est les salaires qui doivent augmenter !

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Statut d'artiste : parlons salaire, parlons d'argent !

Le « statut d'artiste », ce régime de chômage dévolu à 7 000 travailleurs du secteur culturel, est en passe d'être réformé par le gouvernement. La situation d'une partie importante des techniciens (caméraman, ingénieur de son…), des jeunes diplômés des écoles d'Art et des créateurs est alarmante.

Derrière quelques Stromae ou frères Dardenne, existent des conditions de travail et d'existence précaires. Des contrats de quelques jours par mois, des activités peu ou pas rémunérées par des producteurs, souvent contraints de gérer des budgets insuffisants, des horaires de travail parfois affolants… Dans ces conditions, obtenir un crédit ou louer un appartement devient vite mission impossible. Et cette situation ne cesse de s'aggraver depuis la crise sanitaire.

Seule la moitié des travailleurs de la Culture ont actuellement droit au « statut d'artiste » et donc à une allocation de chômage. Plusieurs fois ces dernières années, ses conditions d'accès ou de renouvellement ont été durcies, avec pour conséquence d'en exclure un nombre grandissant de travailleurs du secteur.

A entendre les médias et les politiciens en charge, la réforme qui devrait entrer en vigueur en septembre apporterait une solution à tous ces problèmes. Rien n'est moins vrai.

Si les conditions d'octroi vont être allégées et le plafond de rémunération augmenté de près de 300 euros, le renouvellement va en être sévèrement durci. Il faudra justifier d'une activité beaucoup plus importante pour espérer conserver ce statut. Mais surtout, une Commission dite « du travail des Arts » aura pour mission de statuer sur qui est « artiste » et qui ne l'est pas ! Composée de permanents syndicaux, de responsables de l'Onem, de l'ONSS, et de représentants du secteur culturel, elle délivrera une « carte artiste ». Sans cette carte, plus de possibilité de demander le statut d'artiste ! Pour beaucoup, cela signifiera devoir se retourner vers le CPAS.

Comme les budgets pour la culture n'augmentent pas - bien au contraire – cette commission aura pour fonction de répartir des cartes en petit nombre pour des miettes toujours plus petites.



En 2021, les travailleurs de l'Opéra de la Monnaie à Bruxelles avaient occupé La Monnaie pour attirer l'attention sur les conditions de travail et de vie dans la culture. Avec le nouveau statut et surtout avec l'aggravation de la crise, la nécessité de se battre n'a pas disparu. Au contraire !

Les travailleurs de la culture devront prendre leur place dans les luttes de l'ensemble des travailleurs, seule force capable d'imposer qu'on prenne sur les profits pour garantir les conditions d'existence de tous, mais aussi pour changer cette société injuste. C'est aussi dans cette lutte que l'art deviendra un bien de tous, au lieu d'être la vulgaire marchandise à laquelle le capitalisme l'a réduit.

Un exercice fiscal révoltant

Le mois de mai est le mois de la déclaration fiscale. Et pour beaucoup, la mauvaise surprise était de taille ! 2 000, 3 000, 5 000 euros et pour certains même plus, à payer au fisc sur les nombreux jours de chômage de 2021.

Tout ça, parce que le précompte sur les allocations de chômage est de 15%, et que le taux d'impôt, calculé sur les revenus de l'année, s'élève à 40% pour les tranches de revenu au-dessus de 13 500€, c'est-à-dire moins que le minimum d'existence, à 45% pour les tranches de revenus au-dessus de 23 900.

Bien sûr certains osent dire "il aurait fallu qu'ils mettent de l'argent de côté" ! De bons conseils… mais comment l'appliquer quand la fin de mois c'est le 20 ou le 15 ? Ce qu'il faut, c'est des salaires plus élevés !

Non aux impôts sur les salariés !

Tous ces impôts qu'on paye, l'Etat en fait quoi ? A-t-il embauché dans les hôpitaux ? Garanti un bon système d'éducation aux enfants ? Une meilleure prise en charge des aînés ? Fourni des transports publics qui permettent d'arriver au travail à l'heure ?

Non, il a subventionné à coup de millions et de milliards les banques et les grandes entreprises. Parmi elles, Audi qui a pu faire des économies sur les salaires pendant la pandémie, en laissant à la sécurité sociale la charge de la survie des travailleurs… jusqu'au prochain exercice fiscal !

Et en plus de ces cadeaux directs au patronat, la plupart des charges de l'Etat sont un service aux entreprises : des transports en communs pour amener les salariés dans les usines, les bureaux et les magasins, l'éducation pour former les salariés nécessaires aux patrons pour faire du profit, la santé pour réparer ceux que les conditions de travail et d'alimentation ont abimés…

Alors que les bourgeois financent eux-mêmes leur Etat en prenant sur leurs profits !

Les coffres-forts débordent

Sur les trois premiers mois de 2022, BNP Paribas a réalisé un profit de 2,11 milliards d'euros, en hausse de 19% par rapport à l'an passé.

Alors que les travailleurs sont coincés entre les prix qui augmentent et leurs salaires qui ne suivent pas, ce n'est pas la crise pour les banquiers. C'est d'autant plus

révoltant que BNP Paribas ne s'est pas privé d'augmenter les frais bancaires en 2022 et continue de fermer des agences.

Les profits de BNP Paribas sont



principalement issus de ses activités spéculatives. Ils sont donc issus de l'exploitation des travailleurs de tous les secteurs de l'économie à travers le monde. Ces folies spéculatives créent des bulles financières qui seront à l'origine des prochaines crises, mais les gouvernements au service de la bourgeoisie demanderont encore aux travailleurs de les payer.

Si demain les 48 000 travailleurs du secteur bancaire belge, et aussi ceux du monde entier, mettent en commun tout ce qu'ils savent, tout ce qu'ils font, ils auront tous les moyens de recensement, de gestion et d'organisation de la production. Parce qu'elles les financent, les banques savent ce que les entreprises de toute taille produisent, comment et où vont les profits.

En prenant le pouvoir, les travailleurs auront les moyens d'organiser la société rationnellement et dans l'intérêt de tous. Pour cela, il faudra qu'ils expropriant les capitalistes qui possèdent les banques.

Manifestation des enseignants à Liège

Entre 10 000 et 15 000 enseignants ont manifesté à Liège jeudi 5 mai. Les discussions montraient comment tous subissent chaque jour le manque de moyens et les conditions précaires dans lesquelles ils doivent exercer leur métier.

La colère s'exprimait principalement contre le bien malnommé Pacte d'Excellence, qui est en réalité un plan d'économies drastiques.

Dans la manifestation, beaucoup de pancartes dénonçaient le nouveau « contrôle » des enseignants annoncé par le ministère et qui facilitera leur licenciement. Des enseignants de CEFA (centre de formation en alternance) exprimaient leur crainte de voir leurs centres être fusionnés aux filières professionnelles : qu'en sera-t-il de leurs emplois ? Un professeur de latin dénonce la réduction des heures de cours qui ne laissera plus de temps à l'analyse de textes et la formation de l'esprit critique. Une professeure d'histoire de l'art témoigne de la suppression de l'agrégation pour sa matière, une manière de dégrader encore la qualité de la formation. Une institutrice du primaire manifeste pour plus de moyens pour permettre « une école de la bienveillance ».

Clairement, les directions syndicales ne se chargent pas d'organiser une défense valable : peu d'information et des manifestations distantes les unes des autres de plusieurs semaines n'encouragent pas la mobilisation dans les écoles.

Prendre des contacts entre enseignants, mettre ensemble tous nos problèmes actuels et les menaces à venir, voilà des tâches que nous devrons prendre en main nous-mêmes si l'on veut se préparer aux luttes nécessaires, face à un gouvernement qui veut transformer les écoles en centres de formation de petite main-d'œuvre bon marché pour mieux servir le patronat.

Permis de licencier

Alors que l'école croule sous la pénurie d'enseignants et le manque de moyens, l'avant-projet de décret sur l'évaluation des enseignants est sorti dans la presse. Sous prétexte « d'évaluer les compétences pédagogiques » des enseignants, il s'agit en fait de donner la possibilité au chef d'établissement de les licencier, pour des tas de raisons invérifiables, y compris pour des faits de grève !

Si les compétences pédagogiques étaient vraiment le souci de la ministre, elle renforcerait le service des conseillers pédagogiques, diminuerait la charge de cours et embaucherait massivement des enseignants ! C'est cela qui permettrait aux enseignants d'avoir le temps de réfléchir à leur pratique et d'en discuter avec leurs collègues, ce qui est le meilleur outil de progrès.

Langage de direction syndicale



« Manifester le 5 mai ou se taire à jamais » voilà l'objet du message qu'ont reçu les enseignants affiliés à la CGSP Bruxelles afin de les mobiliser pour la grève du 5 mai !

S'en suivait un long message accusant ceux qui ne viendraient pas de n'en avoir rien à faire du nombre d'élèves par classe, des suppressions de postes prévues… Venant d'un appareil qui a signé tous les reculs, c'est le comble !

Le ton ridiculement autoritaire et méprisant de ce message est à l'image de ce qui préoccupe les directions syndicales : tenter de garantir leur place à la table de concertation avec les ministres.

Shows du 1er mai

Ce 1er mai a vu, comme d'habitude, les présidents de tous les partis politiques s'ériger en défenseurs des travailleurs ou en défenseurs de la « liberté de travailler ».

Coutumiers de ce genre d'exercice, Georges-Louis Bouchez (MR) et Paul Magnette (PS) se sont « affrontés » par discours interposé, chacun cognant sur son adversaire du jour en guise de programme.

Si certains croyaient trouver des réponses à leurs questions quant à la crise qui s'aggrave, ils ont été déçus. Georges-Louis Bouchez a servi ses vieilles recettes anti-ouvrières et dénoncé les discours « populistes » de ses adversaires du jour. De son côté Magnette a gonflé les muscles, a même parlé de lutte des classes, dénoncé la dérive droitière du MR et proposé de taxer les plus riches.

La lutte des classes, les travailleurs la vivent tous les jours avec l'augmentation des prix et les licenciements. Pour les politiciens du PS, la lutte de classes est un mot creux dont ils se souviennent une fois par an pour les discours.

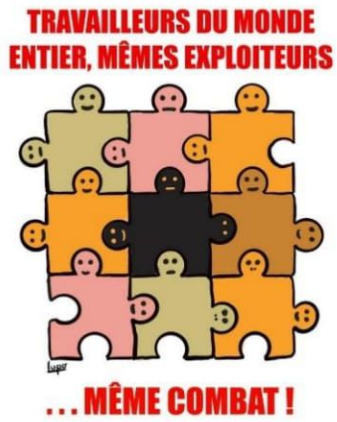
Le lendemain 2 mai, les deux mêmes politiciens étaient réunis pour un débat à l'Université Saint-Louis. L'ambiance était sensiblement différente. Après les grandes déclarations sur les « dérives » de l'adversaire, ils en étaient revenus au tutoiement. Il est en effet difficile pour des partis servant la bourgeoisie depuis des décennies de jouer la comédie trop longtemps. Et puis pourquoi jouer la comédie puisque les travailleurs ne sont pas là pour les voir !

Rousseau court après l'extrême droite

L'actuel président du Vooruit (ex-SPA, Parti socialiste flamand), Conner Rousseau, a fait une déclaration digne de l'extrême droite : « Quand je roule à Molenbeek, moi non plus je ne me sens pas en Belgique » !

Il faut dire que Vooruit est un parti en pleine déliquescence. S'il a été un parti ouvrier flamand, il est devenu un parti bourgeois comme les autres, qui essaye encore de capter les voix de travailleurs, avec comme seul objectif la participation à un gouvernement, au prix de l'abandon de toutes ses idées socialistes.

Il n'est même pas sûr qu'adopter les idées puantes de l'extrême droite – le racisme et le nationalisme – pourra l'amener, même en rampant, vers un ministère.



Un « cordon sanitaire » qui ne protège de rien

Le PS, les Engagés (ex CdH), Ecolo et le MR ont signé un nouveau « cordon sanitaire », dans lequel ils s'engagent à ne pas débattre avec des partis d'extrême droite ou à ne pas les accepter dans une coalition.

Cette opération de politiciens vise surtout les Flamands en se donnant une allure plus « à gauche ». Mais en fait, c'est une façon politicienne de jouer sur le communautarisme afin de tromper et diviser le monde du travail.

Combattre les idées d'extrême droite est une nécessité, et une nécessité urgente. Mais on ne peut pas compter sur le PS et les partis dits « démocratiques » pour le faire. Au poison de la division, il faut opposer un programme de lutte pour les intérêts communs de tous les travailleurs : qu'ils soient flamands, wallons ou immigrés !

« L'humanisme » des exploiteurs

Le groupe industriel de boucherie Tönnies envoie des véhicules en Pologne et propose aux femmes ukrainiennes de les sortir des camps de réfugiés de Pologne pour les amener en Allemagne… si elles signent un contrat de travail d'ouvrière de production.

Mais leurs enfants ou leurs vieux parents doivent rester où ils sont : l'entreprise ne met de transport à disposition que pour la main-d'œuvre qui l'intéresse.

Les conditions de travail chez Tönnies avaient déjà fait la Une pendant la pandémie, car des clusters s'étaient déclarés suite aux conditions de logement insalubres des ouvriers saisonniers, venus de Roumanie et de Pologne.

Pour ces exploiteurs, la guerre en Ukraine est juste une nouvelle opportunité.

Propagande poutinienne et perspective ouvrière

En Russie, le 9 mai est l'occasion pour l'Etat de lancer une grande opération de propagande en célébrant la victoire des armées soviétiques sur celles de l'État allemand en 1945.

Cette « célébration » prend un accent de plus en plus nationaliste et guerrier, et la journée est rythmée par les discours militaires et les défilés de chars.

Cette année Poutine va se livrer à une surenchère en la matière, du fait de la guerre en Ukraine, en tentant de justifier la guerre fratricide contre les Ukrainiens. L'objectif étant de justifier devant la population, déjà appauvrie, des raisons d'accepter les futurs sacrifices qu'il s'apprête à leur demander.

Comment mettre fin à cette boucherie ? Lors de la Première guerre mondiale, les soldats, russes et ukrainiens, avaient retourné leurs fusils contre leurs généraux, et leur révolution avait abouti à imposer la paix et la mise en place du premier Etat ouvrier.

Les profiteurs de guerre

La perspective d'un embargo européen sur le pétrole russe a boosté la spéculation et fait repartir les prix du carburant à la hausse. Pour les

grandes compagnies de pétrole, même quand ils perdent certaines activités en Russie, c'est une affaire en or !

Les populations sont solidaires des Ukrainiens, mais les action-



naires de Total ne sont solidaires que de leurs profits !

Un maître d'esclave fier de l'être



« *Travailler sur les chantiers du Mondial [au Qatar] a donné de la dignité aux migrants* ». Cette citation est de Gianni Infantino, le président de la FIFA.

Selon Amnesty International, au moins 6 500 de ces ouvriers ont trouvé la mort sur ces chantiers qui ont représenté un gaspillage sans nom, pour les profits des grandes compagnies de la construction !

Le monde de ces millionnaires et le nôtre n'ont rien en commun. Même les mots prennent un sens opposé !

Avortement aux USA : en arrière toute



La Cour suprême des Etats-Unis a confirmé un avant-projet de loi sur l'avortement qui donnerait à chaque État le droit d'interdire l'avortement, sans contestation possible au niveau fédéral.

Avorter est déjà un véritable parcours de combattante dans de nombreuses régions, ce projet est un recul immense pour le droit des femmes à disposer de leur corps !

Il y a cent ans, la Russie révolutionnaire votait pour la première fois dans l'histoire le droit à l'avortement. En 1973 aux Etats-Unis, c'est la lutte collective des femmes qui avait obligé la Cour suprême, tout aussi réactionnaire qu'aujourd'hui, à voter le droit à l'avortement.

Seule la lutte permettra de regagner en pratique un véritable accès à l'avortement.

Brèves Audi Bruxelles :

De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat !

Malgré une baisse des ventes de 14,5%, le groupe VW affiche un résultat pour le premier trimestre 2022 de 6,7 milliards d'euros, deux fois plus qu'en 2021 !

Qu'ils ne viennent pas nous dire qu'ils n'ont pas d'argent pour embaucher et augmenter les salaires !

Pourquoi tout ce stress ?

Le management est au bord de la crise de nerfs : malgré les GS à la chaîne, ils n'arrivent pas à monter la production à 20 voitures à l'heure. Quand, par miracle, les pièces sont là, il manque du monde pour les assembler.

Bah oui, il faut des travailleurs pour faire tourner une usine : qu'ils embauchent, à commencer par les intérimaires !

Ils sont malades !

Il ne faut que quelques mois, parfois quelques semaines au montage, pour que commencent les tendinites et maux de dos. Après trois ans, on y a laissé une partie de sa santé.

Et puis, au lieu de donner des contrats aux intérimaires, la direction vient nous dire qu'on aura une prime, si moins de collègues se sont mis malades ?!

En tout cas, chez eux, le diagnostic est clair : la tête ne va pas, le cœur ne va pas, c'est tout leur système qui est malade !

C'est simple

Suite au CE, la CSC informe du recrutement en mars : 1 employé a été embauché pour 14 ouvriers et 4 employés partis.

Et ils s'étonnent que la chaîne ne tourne pas plus vite…

Ce n'est pas notre crise, ce n'est pas à nous de payer !

Pour justifier l'absence de contrats, la direction nous sort tous ses problèmes : les semi-conducteurs, la guerre en Ukraine, le covid en Chine, le port de Shanghai reconfiné, … Ben oui, le capitalisme enfonce le monde dans le chaos. Mais nous, les travailleurs, on n'y est pour rien ! C'est la course au profit, la spéculation, tout ce qui rapporte les dividendes mirobolants, qui a mené à cette situation. Alors, ce n'est pas à nous de payer !

Leurs soucis et les nôtres

Chacun ses problèmes : le nôtre c'est de pouvoir payer les factures et le loyer, et sans laisser sa santé au travail. Est-ce que les patrons s'en soucient ? Non ! Alors pourquoi devrait-on se saigner pour leurs problèmes à eux ?!

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !